

## Chef de Département des Sciences et Techniques d'Élevage à l'INSTA : Entretien sur l'orientation et l'insertion professionnelle des étudiants

*Oumar Bada Algom, Institut National Supérieur des Sciences et Techniques d'Abéché (INSTA), Tchad*

*Interview réalisé par Djikolmbaye Djibé (Osée), Consultant Expert en Orientation et Insertion Professionnelle*

### 1 Chapeau introductif

Dans le cadre du projet **APES-Tchad** (Appui à la Professionnalisation de l'Enseignement Supérieur), financé par l'Ambassade de France et le Ministère tchadien de l'Enseignement Supérieur, une mission de terrain est menée pour évaluer les dispositifs d'orientation et d'insertion professionnelle des étudiants. Cet entretien avec **Oumar Bada Algom**, Chef du Département des Sciences et Techniques d'Élevage à l'**INSTA d'Abéché**, explore les défis et opportunités liés à la formation professionnelle dans un contexte sahélien, où l'élevage et l'agriculture jouent un rôle clé. À travers son parcours et son expérience, il partage une vision pragmatique pour transformer les compétences acquises en projets concrets, tout en soulignant les freins structurels à l'insertion des jeunes.

### Un département pionnier dans un contexte exigeant

Le Département des Sciences et Techniques d'Élevage de l'INSTA, premier créé au sein de l'établissement, incarne une réponse aux besoins du Sahel tchadien, où les métiers de l'élevage sont à la fois une tradition et un levier économique essentiel. Comme le souligne Oumar Bada Algom : « *En principe, lorsque nous formons ces jeunes, ils ne devraient pas avoir de problème d'insertion professionnelle, car ils sont formés à des métiers concrets.* » Pourtant, la réalité est plus complexe, entre décalages entre théorie et pratique, et manque d'industries locales pour absorber les diplômés.

### Une pédagogie ancrée dans le terrain

Contrairement à d'autres filières, ce département mise sur une approche **appliquée**, où les étudiants alternent entre enseignements théoriques, travaux pratiques en laboratoire, et immersion dans les réalités du métier. « *Nous organisons des formations ambulantes sur les marchés aux bestiaux et dans les abattoirs* », explique le chef de département, illustrant l'engagement à former des professionnels opérationnels. L'introduction récente de nouvelles filières (pisciculture, élevage de lapins, volailles) reflète cette adaptation aux besoins régionaux, bien que la concurrence et les pathologies animales (comme la maladie de Newcastle) compliquent l'insertion.

### L'élargissement des compétences : Au-delà du vétérinaire traditionnel

Historiquement centré sur les ruminants, le département a évolué pour inclure des modules en **économie rurale**, **sociologie rurale**, et **gestion d'entreprise agricole**, dès la deuxième année. « *Nous voulons que les étudiants sachent monter un projet et gérer une entreprise, même avec une licence* », précise Oumar Bada Algom. Ces

enseignements, combinés à des matières comme l'**animation rurale** (pour l'accompagnement des communautés), visent à former des profils polyvalents, capables de répondre aux défis du monde rural.

### 3 2. État des lieux de l'orientation et de l'insertion : Entre potentiel et désillusion

#### Un paradoxe : Des formations porteuses, mais un désintérêt des étudiants

Malgré des filières professionnalisantes et des débouchés théoriquement nombreux (services vétérinaires régionaux, délégations d'élevage), les jeunes ne s'orientent pas massivement vers ces métiers. « *Les jeunes formés en élevage intensif de poulets produisent ensuite des poulets de qualité médiocre* », observe le chef de département, pointant du doigt un manque de suivi et de formation continue. Le problème n'est pas l'absence de besoins – « *les populations ont besoin de se nourrir* » – mais bien l'absence d'accompagnement pour transformer ces besoins en opportunités économiques viables.

#### Les freins identifiés : Financement, méconnaissance des filières et manque de mentorat

Plusieurs obstacles se dressent sur le chemin de l'insertion :

- **Le financement** : « *Le problème principal reste le financement. Comment financer le projet de l'étudiant ?* » Les étudiants, souvent issus de milieux urbains, manquent de moyens pour lancer des projets, même modestes.
- **Le manque de visibilité** : Les filières d'élevage sont perçues comme peu rentables ou trop exigeantes, alors qu'elles offrent des débouchés locaux (marchés, abattoirs, transformation des produits).
- **L'absence de suivi post-formation** : « *Les anciens étudiants doivent être suivis sur le terrain* », souligne Oumar Bada Algom, regrettant que

les institutions se contentent souvent de former sans assurer un lien avec le marché du travail.

### **Un exemple concret : La volaille, un secteur sous-exploité**

Le marché de la volaille, bien que porteur, souffre de problèmes récurrents :

- **Concurrence et pathologies** : Les maladies aviaires (comme la maladie de Newcastle) déciment les élevages, décourageant les jeunes.
- **Manque de structuration** : Les commerçants se tournent vers les provinces frontalières pour s'approvisionner, faute d'une production locale stable.
- **Besoin de transformation** : « *La transformation des produits est essentielle* », insiste le chef de département, évoquant des projets en agroalimentaire qui peinent à aboutir faute de moyens.

## **4 3. Dispositifs existants et pistes d'amélioration : Vers une professionnalisation renforcée**

### **Les initiatives en cours : Un bureau d'orientation en préparation**

L'INSTA a pris conscience de la nécessité d'un **accompagnement structuré** des étudiants. « *Le directeur général a anticipé la création d'un bureau dédié aux jeunes* », explique Oumar Bada Algom, précisant que des responsables ont déjà été formés pour orienter les étudiants selon leurs ambitions. Ce bureau, dont le lancement est imminent, vise à :

- **Centraliser les informations** sur les débouchés et les formations complémentaires.
- **Proposer un mentorat** avec des enseignants volontaires, comme cela se fait déjà dans d'autres départements (ex. : électricité mécanique).

- **Créer un lien avec les acteurs économiques** pour adapter les formations aux besoins du terrain.

### **L'entrepreneuriat étudiant : Une solution à explorer**

Face au manque d'emplois salariés, l'**entrepreneuriat** apparaît comme une voie prometteuse. Oumar Bada Algom propose :

- **Des start-up étudiantes** : Regrouper des groupes d'étudiants aux compétences complémentaires (production, gestion, maintenance) pour monter des projets viables.

- **Un accompagnement financier et technique** : *« Il faut donner les meilleurs outils pour monter un projet, et ce projet doit être financé, que ce soit par l'État ou des industriels. »*

- **Un suivi rapproché** : Les enseignants doivent jouer un rôle actif dans l'encadrement, avec des moyens dédiés pour éviter que les initiatives ne s'essoufflent.

### **L'adaptation aux réalités locales : Cultures fourragères et diversification**

Pour ancrer les formations dans le contexte sahélien, le département mise sur :

- **Les cultures fourragères** : *« C'est un projet porteur, mais il faut que les jeunes prennent le relais »*, souligne le chef de département, évoquant des échanges avec des experts suisses pour développer cette filière.

- **La diversification** : Introduction de la pisciculture (très présente dans la région du Sahel) et de l'élevage de petits animaux (lapins, cailles), moins exigeants en investissements initiaux.

---

### Renforcer l'orientation dès la formation

Pour que les étudiants s'engagent dans les filières porteuses, il faut :

- **Sensibiliser dès le début du cursus** : Montrer les débouchés concrets et les succès d'anciens étudiants.
- **Intégrer des modules d'insertion professionnelle** : « *Les étudiants doivent apprendre à poser des diagnostics précis pour comprendre ce qu'ils font et comment aider les autres* », insiste Oumar Bada Algom.
- **Développer des partenariats avec les acteurs locaux** : Abattoirs, marchés, coopératives agricoles pour offrir des stages et des opportunités d'emploi.

### Structurer le suivi des anciens étudiants

Un système de **suivi post-diplôme** est indispensable pour :

- **Identifier les besoins en compétences** du marché.
- **Accompagner les jeunes dans leurs projets** via des incubateurs ou des fonds d'amorçage.
- **Créer un réseau d'anciens étudiants** pour faciliter les échanges et les collaborations.

### Investir dans le mentorat et le financement

- **Encourager les enseignants à encadrer les projets** : « *Deux ou trois enseignants peuvent encadrer deux ou trois étudiants chacun, et ceux-ci peuvent réaliser quelque chose en une année* », explique Oumar Bada Algom.
- **Créer des fonds dédiés** : Mobiliser des partenaires (État, bailleurs, secteur privé) pour financer des micro-projets portés par les étudiants.

- **Former à la gestion de projet** : « Ils doivent choisir le type de production à développer et comprendre comment s'organiser pour être autonomes. »

## **Conclusion : L'urgence d'une approche intégrée**

L'entretien avec Oumar Bada Algom révèle une **opportunité manquée** : celle d'une jeunesse tchadienne capable de répondre aux défis de l'élevage et de l'agriculture sahélienne, mais freinée par un manque de moyens, de visibilité et d'accompagnement. « *Si nous restons dans la situation actuelle, ces jeunes risquent de se décourager* », met en garde le chef de département. Pourtant, des solutions existent :

- **Un bureau d'orientation opérationnel**, couplé à un système de mentorat.
- **Des start-up étudiantes** soutenues financièrement et techniquement.
- **Une pédagogie ancrée dans le réel**, avec des partenariats renforcés avec les acteurs économiques locaux.

Comme le résume Oumar Bada Algom : « *Il faut écouter les besoins des populations et adapter notre formation en conséquence.* » C'est à ce prix que l'INSTA et ses partenaires pourront transformer les compétences acquises en emplois durables, et ainsi répondre à l'un des enjeux majeurs du Tchad : **professionnaliser l'enseignement supérieur pour un développement économique local.**

---

*Document réalisé dans le cadre du projet APES-Tchad, financé par l'Ambassade de France et le Ministère tchadien de l'Enseignement Supérieur et de la Formation Professionnelle.*

Document généré par l'outil MAIA (Médiatisation assistée par IA) de la société ARIAE —  
[ariae.fr](http://ariae.fr)